

I. INTRODUCTION

Le territoire de la commune de Mouthoumet appartient d'abord plus généralement aux Corbières. Les Corbières représentent un Territoire unique de part sa situation géographique et ses spécificités paysagères.

Par conséquent, « parler des Corbières, c' est louer la sauvage grandeur, l'imprévu, la brusquerie des sites, la sérénité d' une lumière méridionale qui verse de la beauté sur l'aridité,(...) cette prestigieuse lumière, l'escarpement des roches la grâce des monts, les horizons sublimes(...) »
(*Onésime Reclus 1909*)

Aujourd'hui, le monde rural revendique son identité à travers son patrimoine dont il a pris conscience et qu'il tente de valoriser grâce à l'émergence d'éléments forts: la biodiversité, l'agriculture biologique, le tourisme vert qui sont les fondements d'un développement durable dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Cependant, jusqu'à récemment, le paysage n'était que le résultat d'actions diverses et non réfléchies. Pendant les « trente glorieuses », on a reconstruit la France de l'après-guerre, sans trop imaginer les conséquences sur l'environnement des choix et des solutions mis en oeuvre. Durant les années soixante dix, une pression économique forte marquée par les chocs pétroliers ont permis une réflexion plus profonde sur les énergies renouvelables. Cet élan s'est vite apaisé avec un retour des prix équilibrés du pétrole.

Ces modifications rapides de la société et de l'espace, au courant de ce siècle, ont produit un malaise croissant face à une perte des anciens repères socioculturels qui agissaient comme des guides, des liens profonds d'appartenance.

Devant cet état de crise, l'environnement a semblé surgir, comme une réponse possible à de nouveaux besoins, de nouveaux usages, à ces mutations spatiales profondes. C'est seulement dans les années 1970, que nous commençons à subir une pression « écologiste »; après le quantitatif, le qualitatif. Nous commençons alors à réaliser que la nature n'est pas une ressource inépuisable et illimitée, d'où la montée en puissance de la question de l'environnement et de l'écologie (en 1976 la loi de la protection de la nature).

Au travers des intérêts économiques croissants pour un éco-développement, d'autres enjeux ont pu ensuite se dégager comme la faune, la flore, et l'importance de leurs diversités.

De même, avec l'importance grandissante accordée à la notion de qualité de vie, les paysages de nos campagnes sont désormais devenus une richesse à part entière et constituent un levier de développement local.

La situation semble avoir évolué, nous pouvons agir sur un territoire tout entier, voire créer un nouvel environnement.

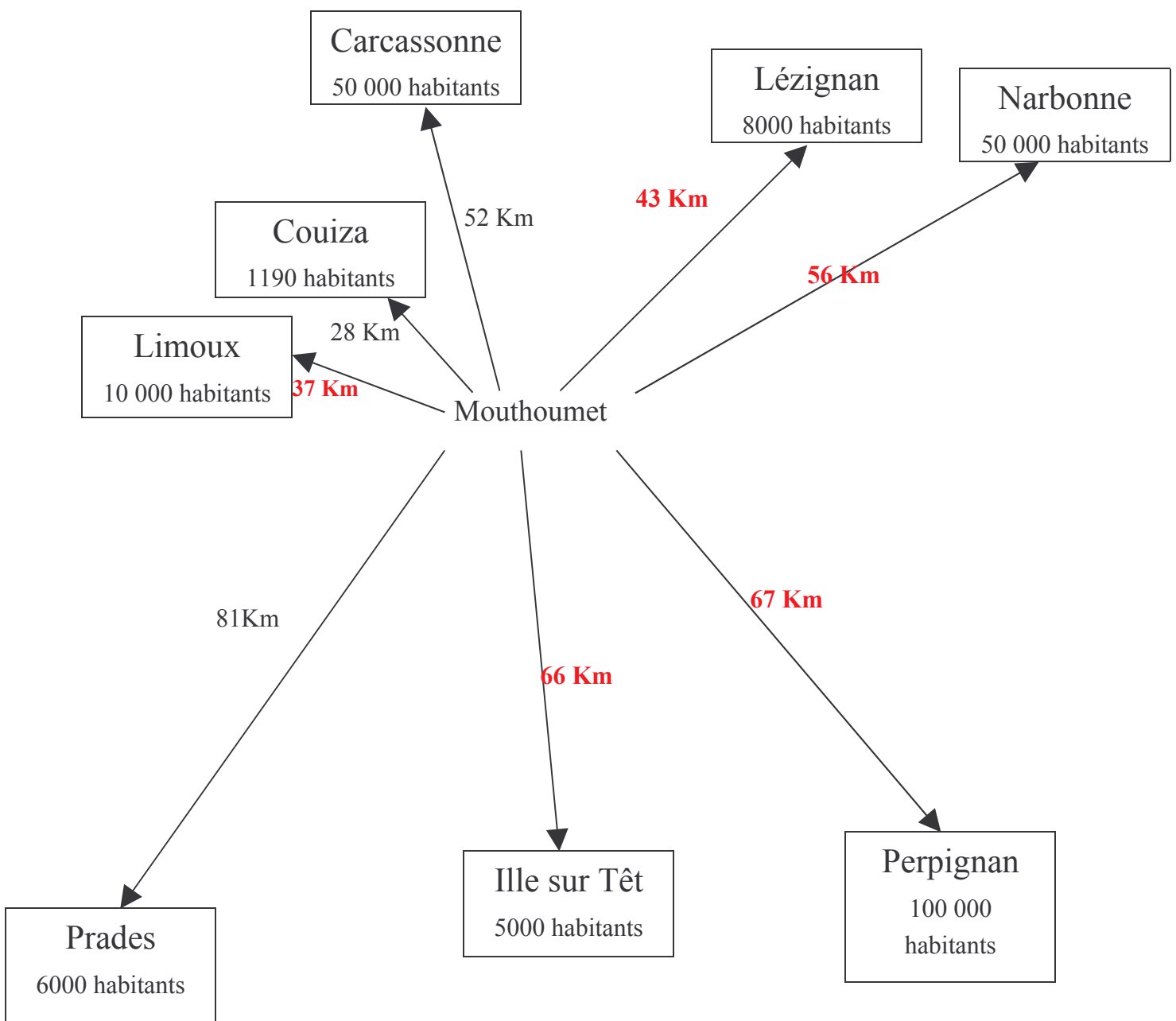
Ainsi, aussi bien l'authenticité du patrimoine culturel que la préservation du patrimoine naturel figurent comme des éléments essentiels à l'essor durable de nombreuses régions rurales. Mais cet essor n'est possible et efficace, que si la notion de rentabilité est démontrée.

Sur la communauté de communes du massif de Mouthoumet, l'environnement apparaît comme une ressource potentiellement exploitable par l'homme, dans le respect de la nature, et dans un souci d'épanouissement au milieu de cette richesse paysagère. Le paysage doit être considéré comme un enjeu en soi pour le maintien de la qualité de vie et l'équilibre humain. Dans ce territoire, Mouthoumet fait parti des villages de France les plus reculés, l'impression de vide est prenante et le contact avec la nature sauvage est tout aussi saisissant. « Loin de tout », ce territoire se doit de trouver des alternatives économiques pour éviter de mourir ou de n'être qu'un « refuge de chômeurs » . Les élus locaux: M Villefranque (Président de la communauté de communes du Massif de Mouthoumet) en collaboration avec M Saunière (Maire de Mouthoumet) ont saisi l'opportunité de la vente d'un hangar sur la commune de Mouthoumet pour créer une plate-forme bois-énergie. La ressource forestière n'étant pas exploitée, l'idée a été de lancer une synergie économique propre à travers l'installation d'une chaudière.

En effet, la volonté première des élus est la valorisation de leur territoire et de ses ressources permettant un éco-développement local.

Nous verrons que ce projet, à travers ses multiples facettes, détient des avantages durables qui assureront un avenir meilleur pour un territoire qui géographiquement est isolé.

SITUATION GEOGRAPHIQUE DE MOUTHOMET



Il n'existe pas de ville de plus de 2000 habitants à moins de 30 kilomètres de Mouthoumet.

L'Etat, quant à lui, à travers le Sénat, s'est exprimé sur l'utilisation des énergies renouvelables et l'importance de l'intelligence territoriale qui doit être mise en oeuvre. Cette volonté a été exprimée, notamment, dans un **rapport d'information (numéro 436 au nom de la délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire sur les énergies locales)**. Certains extraits nous ont semblé très pertinent dans la mesure où ils peuvent permettre une prise de conscience des Français, et en particulier les élus locaux, véritables moteurs de la dynamique de projet sur leur territoire.

Ayant conscience des enjeux au niveau local en terme de développement durable, le conseil général de l'Aude a compris qu'il était important d'encadrer et d'aider les collectivités locales dans leur dynamique de projet. C'est pourquoi un plan BOIS ENERGIE a été mis en place dans l'Aude au mois de juillet 2006.

Le constat actuel:

« Les gisements de chaleur d'origine renouvelable apparaissent considérables en France. Toutefois, **ce potentiel est largement sous-exploité.**(...) »

La **chaleur d'origine renouvelable** consomme **11 Mtep** à l'heure actuelle, soit **18 % de nos besoins thermiques.** »

La biomasse, une filière exploitable:

« Toutefois, c'est bien la **biomasse agricole et forestière** qui constitue **le gisement énergétique le plus fécond pour les années à venir**, d'autant qu'il s'agit d'une ressource abondante et territorialement bien répartie : son utilisation est ainsi possible dans de nombreuses régions en métropole comme outre-mer, en plaine comme en montagne, **ce qui en fait un atout pour l'aménagement du territoire**. On estime à **5 Mtep** l'énergie qui pourrait être produite chaque année par les **déchets de l'agroforesterie** (plaquettes forestières, pailles, petits bois et résidus d'exploitation, bois d'élague, copeaux, écorces, pailles de céréales, tiges de maïs, sarments de vigne...) ainsi que par les **produits de l'industrie du bois.** »

La forêt et ses potentialités:

« Contrairement à certaines idées répandues, la **forêt française regorge de potentialités**, comme l'a rappelé au cours de son audition M. Claude Roy, coordonnateur interministériel pour la valorisation de la biomasse. Avec 15 millions d'hectares, **elle occupe actuellement 27 % du territoire**, avec toutefois des taux de boisement très variables d'une région à l'autre (par exemple, 4,4 % de surfaces boisées dans la Manche contre 61,7 % dans les Landes). **Les espaces boisés ont même doublé de superficie depuis deux siècles en France** et la forêt retrouve aujourd'hui la surface qui était la sienne à la fin du Moyen Age. Elle croît d'ailleurs toujours de manière continue, entre 30.000 et 80.000 hectares par an.

Selon les estimations, **entre le tiers et la moitié de l'accroissement annuel de la biomasse agricole et forestière n'est pas valorisé actuellement**. En effet, la forêt française produit une biomasse de 90 millions de mètres cubes de bois par an, alors que la récolte annuelle oscille seulement entre 45 millions et 60 millions de mètres cubes. Autrement dit, **la forêt française est loin d'être menacée à court terme par la déforestation puisque la croissance annuelle du bois n'est même pas exploitée à l'heure actuelle.** »



Les perspectives d'avenir de la filière BOIS :

« Au-delà, quand auront été valorisés les déchets de l'agroforesterie et les sous-produits de l'industrie du bois, ressources les plus accessibles et les moins coûteuses, il s'agira d'exploiter des **cultures énergétiques agricoles et forestières** ou **cultures ligno-cellulosiques**. Pourront être privilégiées les **cultures dédiées à courte rotation**, c'est-à-dire à croissance rapide. M. Claude Roy estime le potentiel annuel à 5 millions de tep par million d'hectare, soit **40 millions de tep** sur 8 millions d'hectares (80.000 km²), ce qui représente près de 15 % de la superficie de la France. **Dès lors, les agriculteurs et forestiers d'aujourd'hui deviendraient aussi des producteurs d'énergie demain.** Notre pays replacerait ainsi l'agriculture et la sylviculture françaises au coeur de notre bien commun, après une période caractérisée à leur égard, dans l'opinion, au mieux par de l'indifférence et, au pire, par une forme étrange de dénigrement suscité par l'urbanisation de nos modes de vie. »

Ce rapport met aussi en lumière les contraintes d'organisation du développement de cette filière, et donne les prémisses d'une méthodes de travail:

« **En matière d'énergie, les systèmes de soutien doivent être suffisants pour faire décoller les filières**, mais pas excessifs afin de ne pas mettre en cause des filières préexistantes. Il faut en effet rappeler, par exemple, que la **filière bois d'oeuvre crée par m3 de bois trois fois plus de valeur ajoutée et d'emplois que la filière énergie**. De plus, elle maintient le matériau en état pendant vingt ans en moyenne et stocke du carbone durant ce temps. Enfin, ce matériau est encore utilisable pour produire de l'énergie *in fine*. De même il convient de **ne pas mettre à mal l'industrie papetière et du panneau**, secteur en difficulté, sous prétexte de produire de la chaleur. Tout est une question de dosage et d'optimisation : **l'arbitrage global doit aboutir à un équilibre gagnant-gagnant entre les filières énergie et matériau**, l'approche étant, du reste, la même avec l'agro-alimentaire. Enfin, il n'est pas envisageable de produire de l'énergie en ruinant les sols par trop d'intensification. Toutefois, s'il convient de rester attentif à une possible « *concurrence des usages* », **le problème ne se posera pas avant plusieurs années tant les ressources en bois-énergie sont actuellement pléthoriques.** »

II. DEMARCHE DU PROJET INDIVIDUEL

Ayant pris conscience des différents points de vue à l'égard de la filière BOIS-ENERGIE (au niveau étatique et départemental), notre ambition pour ce projet est donc d'abord d'analyser le territoire dans lequel évoluera cette installation pour en mieux cerner, dans un deuxième temps, les conséquences à terme sur celui-ci. Enfin, une proposition d'aménagement se dégagera des différentes analyses.

Notre démarche suit tout d'abord une logique de projet. En effet notre premier souci est d'évaluer, d'estimer et de décrire les caractéristiques du territoire afin de comprendre les enjeux d'un tel projet. C'est pourquoi, notre diagnostic s'alimente et est complété d'un questionnaire adressé directement aux élus locaux* (Président de la communauté de communes du massif de Mouthoumet et Maire de Mouthoumet). Ce questionnaire recouvre les sujets principaux d'un territoire, à savoir l' aspect économique, social et environnemental.

Dans un deuxième temps, il nous a semblé nécessaire d'étudier la ressource bois sur le territoire communal et plus largement sur l'intercommunalité. Pour ce faire, nous avons contacter Monsieur HOUALET de l'ONF. Au cours de cette recherche de renseignements, il nous ai aussi paru opportun de récupérer une copie du projet d'installation de réseau de chaleur dans le Haut-Carbadès (au nord de Carcassonne) construit par le groupe Marcou (opérateur HLM). Ce dossier nous a été remis par Monsieur PUIG de la DDAF de Carcassonne.

Afin de connaître les intentions de l'Etat et du département de l'Aude, nous nous sommes entretenu avec les services de la DDE de l'Aude(pour l'Etat), et avec Monsieur ROZICH (chargé de mission pour le Département).

La partie technique de notre proposition a été permise grâce aux renseignements fournies par l'association BOIS-ENERGIE 66, représenté par Monsieur THIERRY, technicien chargé d'aider les collectivités territoriales pour l'élaboration de projet dans la filière bois. La projection de financement s'est faite grâce aux documents fournies par les élus locaux: Monsieur SAUNIERE Maire de Mouthoumet et Monsieur VILLEFRANQUE Président de la communauté de communes du Massif de Mouthoumet.

** Ce questionnaire est inspiré de la grille RST02 produit par le Réseau Scientifique et Technique (RST) associant la Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction (DGHUC/MAD), les Centres d'études techniques de l'équipement (Cete) et le Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (Certu).*

« La grille RST02 est un outil de questionnement et d'analyse, destiné à mettre en lumière les points faibles et les points forts d'un projet en regard de critères du développement durable. La grille RST02 appartient à la famille des instruments d'analyse multicritère de projet -action, opération, politique publique -destinée à intégrer les objectifs du développement durable introduits par le législateur au sein même de notre Constitution. » (extrait du manuel d'utilisation de la grille RST02)

Les questions ont été adaptées au contexte de Mouthoumet et certaines n'ont pas été retenus car leur pertinence n'étaient pas justifiables dans le cadre de ce projet. L'architecture du questionnaire offre une approche globale autour de quatre piliers: -gouvernance,démocratie participative -social -environnement -économie. Les dimensions sont chacune traité ainsi que leurs interfaces (pour les trois derniers piliers): -vivable -viable -équitable. L'intérêt majeur, au-delà du contenu, a été la forme(de questionnaire) qui a permis d'avoir un avis direct des élus sur les problématiques de leur territoire.

III. LA SITUATION ACTUELLE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES(cc) DU MASSIF DE MOUTHOMET

La cc de Mouthoumet fait partie de l'Europe méridionale. Cette cc est entourée de 3 pôles urbains: Toulouse, Montpellier et Barcelone d'une importance incontestable. Son altitude varie de 190 m (Vignevieille) à 932 m (Soulatgé) pour une altitude moyenne de 403 m. L'intercommunalité est en cours d'élaboration de Plan Local d'Urbanisme.

1)-Synthèse historique de la cc du massif de Mouthoumet

Sa mise en valeur date du néolithique. L'élevage ovin développé au Moyen-âge pour la laine fut l'un des facteurs de son essor. La disparition des manufactures de draps de laine des Corbières au 19ème siècle, le développement de la vigne et le reboisement obligatoire à la même époque confinent une grande partie de l'élevage ovin dans la zone des Corbières Occidentales, moins favorable à la viticulture.

L'industrie quand à elle, a connu un essor remarquable au 18ème siècle, liée pour l'essentiel à l'installation de tanneries, de verreries et de manufactures de draps. Les forges installées dès l'époque romaine, exploitaient toujours au 18ème siècle la ressource de minerai. Mais l'essor de ces activités industrielles ont été à l'origine d'un déboisement intensif et incontrôlé qui toucha l'ensemble de la région jusqu'au 19ème siècle.

Quelques temps après, le reboisement rendu obligatoire, et, en parallèle les conditions économiques défavorables, entraînèrent le déclin de ces industries pour lesquelles il n'y a eu aucun renouveau. Enfin, malgré un fort déboisement jusqu'au siècle dernier, la tendance est à l'accroissement notable des surfaces boisées dû en partie à la législation en faveur d'un reboisement.

2)-Situation géographique et administrative

Le canton de Mouthoumet est situé dans le département de l'Aude, au centre du triangle, dessiné entre Narbonne, Carcassonne et Perpignan, dans les Hautes Corbières. Ce territoire se trouve isolé du reste du Massif par la présence de cols relativement élevés (Col du Paradis, de la Louviero, de Redoulade...)

Zone de hauts plateaux et de reliefs vigoureux dépassant parfois 700 à 800 mètres d'altitude, et inscrit pour l'essentiel dans le bassin supérieur de l'Orbieu, principal affluent de rive droite de l'Aude, le canton de Mouthoumet se trouve ainsi extrêmement compartimenté par le dédale des multiples vallées encaissées qui échancrent le massif pré-pyrénéen des Corbières.

En marge des grandes voies de communication, loin de centres urbains, il est conscient de sa situation au « fin fond des Corbières profondes ».

« Territoire tourmenté et sauvage, inondé d'une lumière incomparable, où chaque éperon rocheux recèle inmanquablement les vestiges d'une citadelle, à jamais échouée entre ciel et terre, où l'homme n'est pas maître des lieux mais bien un hôte de passage; telles sont les Corbières ». (*Guide du Pays Cathare*).

Avec **27.489 hectares**, ce vaste territoire est constitué administrativement de **18 communes rurales** toutes très faiblement peuplées.

Ces communes sont: **Albières, Auriac, Bouisse, Davejan, Féline-Termenès, Lairière, Lanet, Laroque-de-Fa, Massac, Montjoi, Mouthoumet, Palairac, Salza, Soulatgé, Termes, Vignevieille, Villerouge-Termenès.**

3)-Les grandes tendances de l'évolution démographique

Au début du XIX^{ème} siècle, le territoire était considéré comme surpeuplé. En 1836, le Canton comptait encore 5717 habitants, soit plus de quatre fois la population actuelle.

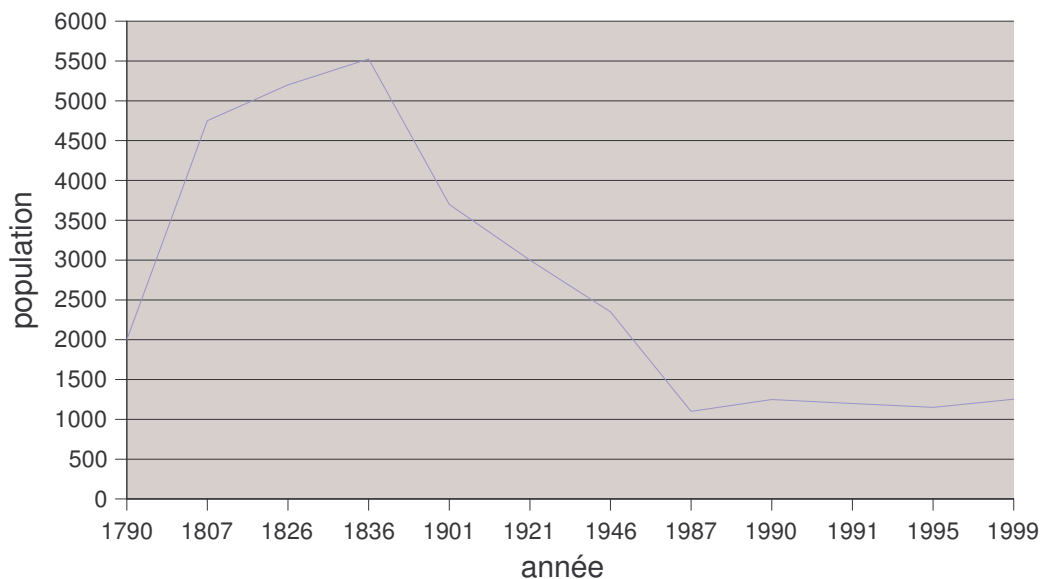
Mais le déclin économique commença dès le milieu du 19^{ème} siècle avec la récession des activités économiques développées au 18^{ème} siècle (tanneries, verreries, manufactures de draps, forges exploitant le minerai des Corbières, etc.)

La récession économique renversa brutalement la tendance, et la diminution de la population s'est poursuivie (1045 habitants en 1987) jusqu'à arriver à une certaine stabilisation et même à une légère reprise depuis quelques années (1253 habitants en 1999). Après 130 ans de baisse importante de la population, on assiste depuis 1975 à une augmentation de presque 10% de 1975 à 1999.

Selon le recensement de 1999, on compte au total (avec Palairac) 1253 habitants et une densité moyenne de 4.5 habitants au km², il est ainsi le Canton le moins peuplé de l'Aude et considéré comme l'un des moins peuplés d'Europe.

La commune de Mouthoumet compte aujourd'hui 106 habitants.

EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DU CANTON DE MOUTHOMET



4)-Les principales entités paysagères

Situé dans une zone de transition climatique, au relief accidenté, le Massif réunit des paysages contrastés qui nous amènent en quelques kilomètres, de la mosaïque des vignes au domaine des verts pâturages, et des étendues de chênes verts aux forêts de chênes pubescents.

Le paysage des Hautes Corbières de Mouthoumet, très ouvert, est à la fois simple et austère.

Sa topographie est souvent ondulée avec des arêtes calcaires vives soulignant les coupures des cours d'eau.

Mouthoumet se trouve ainsi, au fond d'une cuvette à 558m d'altitude.

Au sud du massif de Mouthoumet, se dresse le pic de Bugarach, point culminant des Hautes Corbières (1231m) et dans le lointain se profilent les Pyrénées. Il correspondait autrefois à la frontière entre l'Espagne (XIIIème- XIVème siècles) d'où la présence des puissants châteaux forts installés sur les pics: Peyrepertuse, Quéribus, Padern, Aguilar; auxquels s'ajoute celui de Termes au nord du Massif.

Château de PEYREPERTUSE



Château de TERMES



Ainsi ce canton, pays de montagnes basses et de plateaux rocaillieux, au centre des Corbières, constitue la limite entre deux zones d'influence climatique:

- Les Corbières Occidentales ou « humides » bénéficiant d'une influence océanique plus ou moins prononcée, avec des précipitations moyennes supérieures à 1000 mm/an.
- Les Corbières Orientales ou « sèches », ne recevant presque exclusivement que les pluies apportées par le vent marin venant de la Méditerranée avec des précipitations moyennes de l'ordre de 750mm/an.

Il est important de préciser que le différentiel hydrométrique entre les Corbières Occidentales et Orientales est accentué par l'exposition des versants (des versants orientés Nord et Ouest et d'autres orientés Sud et Est) et par la différence moyenne d'altitude qui se situe entre 300 et 400 mètres.

Le canton de Mouthoumet laisse apparaître 4 grands types de paysages qui se recoupent:

- A l'Est et au Sud, les basses Corbières Méditerranéennes (de villerouge à Soulatgé), environ la moitié du territoire. C'est la région la plus aride, son altitude varie entre 600 et



300 mètres.

- Au Sud-Ouest et au centre, les Hautes Corbières montagneuses (Auriac), leur altitude dépasse 600 mètres. En effet nous avons remarqué la présence de forêts de chênes verts dans les vallées grâce au climat océanique qui est allié à un réseau hydrique développé.



- Au centre et à l'Ouest, le Massif ancien de Mouthoumet (Mouthoumet, Salza, Bouisse).



- Au Sud-Ouest et au Nord, la Haute et Moyenne Vallée de l'Orbieu (d'Albières à Vignevieille). La Haute vallée de l'Orbieu commence aux Gorges de Montjoi (250m) jusqu'aux sources de Fourtou; elle est définie par le chêne pubescent garnissant ses flancs accompagné du hêtre ponctuellement.

D' une manière générale, l'Hiver est tempéré quoique parfois vigoureux en altitude, l' été est chaud et sec et les températures peuvent changer brutalement. Cette instabilité et cette irrégularité plus marquée dans la partie Méditerranéenne posent des problèmes pour les récoltes. Les vents violents et continus, continentaux sur les Corbières Occidentales: « Cers » (ou tramontane) et méditerranéens sur la partie orientale: « Marin » vent qui provoque une atmosphère humide de brume et de brouillard.

Il en résulte ainsi toute une diversité de revêtement végétal: des pâturages montagnards humides aux pelouses sèches, en passant par les taillis de chênes aux pelouses et garrigues méditerranéennes. Le contraste joue ainsi depuis l'intimité des petites vallées (Termes, Massac) jusqu'aux panoramas grandioses sur le Massif et les vallées majeures, que l'on perçoit depuis les cols ou les routes à flanc de montagne (Montjoi, Lairière, Soulatgé, Félines, Villerouge).

Les caractéristiques physiques, géologiques, hydrologiques, climatiques et végétales, différentes sur ce canton ont réuni « une mosaïque de paysages » contrastés qui constitue un élément de caractère et un atout important pour le pays qu' il est primordial de préserver.

5)-Activités présentes sur le territoire et occupation du sol

Avec de fortes amplitudes de relief, la topographie est très tourmentée. De ce fait la superficie agricole utilisées ne représente en moyenne que 19% du territoire cantonal. Bien que pauvre par rapport à d'autres régions et faiblement peuplé, le canton possède de nombreuses ressources, les habitants essaient de survivre tant bien que mal avec ce qui leur est offert sur le territoire.

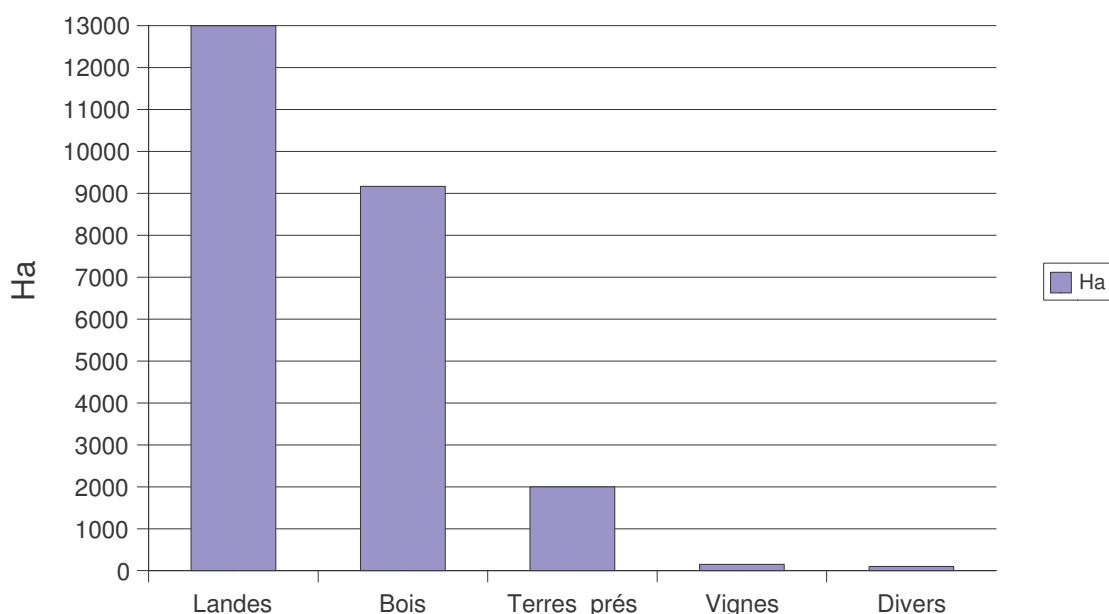
Il y a d'une part la vigne qui est élevée ancestralement dans plusieurs communes sous l'appellation Corbières, quelques cultures comme le blé et l'avoine, mais aussi l'élevage diversifié comme les ovins, les caprins, les bovins, et même des lamas pour la laine...

Plusieurs éleveurs se sont installés dans le canton, en plus d'un excellent vin, il est aussi possible de manger des viandes provenant du pays, des fromages de vache ou de chèvre, et des conserves produites par des ateliers spécialisés.

Il ne faut pas oublier que le canton est une réserve où le sanglier et le lièvre sont les rois, on y vient de tous les départements avoisinants pour satisfaire les plaisirs de la chasse, les pâtés et les daubes sont donc une spécialité...

Selon les estimations de la Direction Départementale de l'Agriculture et des forêts (DDAF) la

OCCUPATION DU SOL DU CANTON DE MOUTHOMET



vigne ne recouvrait en 1994 qu'une superficie totale de 275 Ha pour l'ensemble du canton contre 540 Ha en 1988, aujourd'hui elle n'occuperait plus que 150 Ha.

Ainsi sur la totalité du territoire cantonal, **les landes** représentent à elles seules presque la moitié du territoire avec plus de 13000 hectares.

Les superficies comptabilisées dans la catégorie « landes » sont souvent des étendues de pelouses utilisées pour l'élevage intensif ou des garrigues buissonnantes (buis, genévriers, bruyères...).

La forêt, est partout présente, elle couvre 1/3 de la superficie du canton avec une forte prédominance des taillis de chênes. Beaucoup des terres sont devenues des prés de fauche qui sont des anciennes parcelles de vignes arrachées, des anciennes cultures en céréales (abandonnées du fait d'une concurrence grandissante, du développement d'une agriculture compétitive et d'un problème de ressources en eau).

IV. ANALYSE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL ET COMMUNAL DU MASSIF DE MOUTHOMET

QUESTIONNEMENT DANS LE CADRE DU PROJET DE PLATEFORME BOIS ENERGIE SUR LA COMMUNE DE MOUTHOMET

(à l'attention de Mr VILLEFRANQUE Jacques Président de la Communauté de Communes du Massif de Mouthomet CCMM et de Mr SAUNIERE Jean-Marie Maire de la commune de Mouthomet)

DIMENSION SOCIALE

la politique de projet est-elle satisfaisante d'un point de vue social ?

1-critère solidarité :

armature urbaine : quel est l'état et l'évolution dans le temps de l'urbanisation sur le territoire communal et intercommunal ?

-faible évolution annuelle; des réhabilitations dans le village, mais pas de villes neuves faute de terrains constructibles à la vente.

densification, étalement urbain : Y a t-il des disponibilités foncières urbanisables ? et si oui de quel ordre(superficie) ?

-OUI, au moins le terrain concerné par le sujet. Ensuite, il y a deux ans, nous avons souhaité réaliser un lotissement communal de l'autre côté du village. Ce projet a été abandonné faute de maîtrise foncière et d'accès suffisant.

le renouvellement urbain : la commune et l'intercommunalité affiche t-elle une volonté de reconquête et d'aménagement du bâti existant?

OUI, par le biais de la CCMM; cela a fait partie intégrante du premier projet cantonal issu de notre démocratie participative. Nous avons même engagé un architecte objecteur de conscience à l'époque et réalisé un guide à l'usage des propriétaires.

la répartition des équipements publics: Un schéma d'assainissement eaux usées et pluvial est il réalisé ? et si oui que préconise t-il ?

EAUX USEES OUI, il classe le village par zones

Existe t-il un réseau assainissement eaux usées et pluvial ? quelles sont ses capacités ? et dans quel état est il ?

EAUX USEES OUI, son état est bon.

mobilité urbaine, déplacements : existe t-il des difficultés de circulation ? et si oui des solutions sont elles envisagées ? existe t-il des secteurs enclavés ?

-pas de problème de circulation -un secteur enclavé où nous avons ce projet de lotissement abandonné pour le moment(voirie trop étroite, nécessité de traverser le bâti actuel du village.

2-critère exclusion, discrimination, désocialisation

la mixité sociale : quel est le nombre de logements sociaux existants sur la CC du massif de Mouthoumet ? des opérations de création sont-elles envisagées et programmées ? et dans quels délais ? y a-t-il un PLH ?

Il y a un PLH et une OPAH conjointe avec le canton de Lagrasse en cours. Il existe 70 logements sociaux sur la CCMM

le principe de mixité est-il mis en application ?

OUI

3-critère impact sur la santé et la sécurité

les nuisances : des secteurs du territoire sont-ils confrontés à des problèmes de nuisance liées au bruit, aux odeurs... ? des mesures de résorption sont-elles envisagées ?

NON, pas en milieu rural

La CC du massif de Mouthoumet est-elle confrontée à des problèmes d'insécurité routière, civile ou autre ? Des mesures sont-elles envisagées ?

NON, pas d'insécurité

les pollutions : la CC du massif de Mouthoumet est-elle confrontée à des problèmes de pollution des puits de captage en eau potable ?

si oui cela remet-il en cause les capacités d'alimentation en eau potable de la commune ?

existe-t-il d'autres pollutions (air...) ?

NON, car il existe un périmètre de protection dans les sources. L'eau est potable après un léger traitement UV-javellisation.

4-critère identité culturelle

le patrimoine: naturel, architectural, paysager, culturel:Quels sont les points forts et points faibles mis en exergue ?

Qualité paysagère hors du commun « Nature à l'état pur ».

Y a t-il une volonté communale de préservation et de mise en valeur du patrimoine et de l'identité paysagère de la CC du massif de Mouthoumet ? et si oui quelles sont les actions prévues et engagées ?

OUI, des actions ont été menées en ce sens par la CCMM, ainsi l'ensemble des routes départementales du canton a fait l'objet d'une étude paysagère listant le points noirs paysagers; depuis ces points ont été aménagés et ont donc disparu.

-intégrés dans le futur PLU et 2 guides architecturaux.

les atouts touristiques :Quelle est la politique touristique de la CC du massif de Mouthoumet ?

L'immersion dans des villages ruraux proches de la nature: réalisation d'une opération de création d'un gîte communal (baux emphytéotiques) par la commune il y a une dizaine d'année.

Existe t-il des sites touristiques répertoriés sur la commune et la CCMM ? si oui y a t-il une stratégie de développement ?

2 sites sur la CCMM (Termes-Villerouge)

Quelles sont les conséquences spatiales du projet touristique de la CC du massif de Mouthoumet? Aucune. Il s'agit de restaurer le bâti existant.

Quelle est la capacité d'accueil touristique de la CC du massif de Mouthoumet ? hôtels, restauration, gîtes ...

380 lits. 2 restaurants sur MOUTHOMET.

INTERFACE : SOCIAL ECONOMIE = L'EQUITE

le principe d'équité est-il pris en compte ?

1-critère efficacité redistributive

Quels sont les besoins et l'offre en logements sociaux ?

Les besoins sont supérieurs à l'offre.

La CC du massif de Mouthoumet a-t-elle une volonté affichée de politique de logements sociaux ?

Ceci est en fonction de la demande réelle.

Quels sont les services mis à dispositions de la population ? Y a-t-il des problèmes ?

Points multi-services (POMS) commande de « paniers » par l'intermédiaire d'un terminal dans chaque village, et livraison depuis la supérette de Laroque de Fa par la poste (partenariat). Il existe aussi un BAL(bureau d'aide au logement)

2-critère équité intragénérationnelle et intergénérationnelle

Les coûts des investissements réalisés par la collectivité pour les équipements publics sont-ils chiffrés ?

OUI, ils sont importants pour la CCMM Ecole et Poste.

Les coûts de fonctionnements de ces équipements publics et les conséquences pour la population sont-ils appréhendés ?

Absolument, la politique est de réaliser des investissements durables permettant de réduire au minimum les coûts de fonctionnement (exemple du groupe scolaire HQE, première réalisation HQE dans l'Aude en 2004)

La CC du massif de Mouthoumet a-t-elle une politique d'autofinancement ?

Impossible, dans ce milieu rural défavorisé pour les opérations d'investissements (recherche de 70 ou 80% de subventions.

3-critère accessibilité

Tous les habitants ont-ils accès aux équipements et services ? s'il y a des problèmes, des solutions sont-elles envisagées ?

OUI

Quel est le coût moyen du foncier ?

30 euros le m²

DIMENSION ECONOMIQUE

La politique de projet est-elle satisfaisante d'un point de vue économique ?

1-critère intégration économique

Y a-t-il une stratégie intercommunale ?

OUI depuis 1985, création du « premier district INTERCOMMUNAL DE FRANCE » aujourd'hui devenu la CCMM.

Quelle est la place économique de la commune dans le bassin d'emploi ?

Elle incarne le cœur des services administratifs (maison de la CCMM, centre d'exploitation RD, pompiers, Poste, Perception)

La place économique est importante puisqu'il y a 80 emplois sur la commune.

2-critère création de biens, services, emplois

Quel est l'état des lieux de l'activité économique de la commune ? emplois, services, commerce, agriculture...

Important pour le Canton.

Quelles sont les perspectives d'évolutions affichées par la CC du massif de Mouthoumet ?

Il s'agit d'amener des porteurs de projet grâce à des aménagements (accompagnement technique: Haut débit, et Téléphone Mobile)

Comment se situe la commune par rapport à la réflexion intercommunale ?
« Le noeud de ce territoire ».

3-critère efficacité économique

les coûts des investissements des équipements sont ils chiffrés ?
Téléphonie Mobile, Haut débit.

Quels sont les financements prévus ? des emprunts sont ils réalisés, quelle est la part des financements extérieurs, subventions ?
Haut débit: 70% de subventions et 30% d'autofinancement.

4-critère impact financier

La CC du massif de Mouthoumet fait t-elle appel à des financements publics ? et de quel ordre ?
OUI, 80% environ.

INTERFACE ECONOMIE ENVIRONNEMENT = VIABILITE

Le principe de viabilité est-il pris en compte ?

1-critère précaution/prévention

Existe t-il des sites pollués, et si oui quels sont les coûts induits de remise en état ?
Quel est l'impact de l'évolution de l'urbanisation sur les zones agricoles ? sur l'activité de ces zones ? et sur le devenir de cette activité ?
AU niveau de la CCMM, pas de problème de ce genre

La sécurité d'approvisionnement des ressources naturelles, entre autre l'eau est t-elle assurée ?
protection des périmètres de captage.
OUI, c'est une des priorités actuelles notamment pour le Conseil Général et l'Etat en matière de subventions.

2-critère robustesse des choix

Un bilan énergétique est t-il réalisé ?

Un bilan est en train d'être réalisé pour les bâtiments intercommunaux pour la mise en place de la filière BOIS-ENERGIE.

La CC du massif de Mouthoumet affiche t-elle une politique d'incitation en ce qui concerne les filières »propres », l'éolien, le bois, le solaire ?

OUI, la mise en place est en marche

DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

La politique de projet est-elle satisfaisante des points de vues de l'environnement et du cadre de vie?

1-critère impact sur l'environnement

Existe t-il des risques : PPRI, incendies, technologiques ? quelle est leur prise en compte(zonage et règlement) ? Et leur conséquences en terme de potentiel urbanisable et d'aménagement ?

OUI au travers d'un PPRI (inondations), pour le reste néanmoins, pas de problème pour l'urbanisation.

Quelle est la politique intercommunale en matière de déchets ? Elle est active depuis 15 ans sur la CCMM

Les réglementations, loi montagne... sont t-elles prises en compte ?

La loi Montagne s'applique sur le territoire.

2-critère cadre de vie

Quelles sont les actions ponctuelles programmées par la commune ? Pour : insertion et intégration paysagère, insertion environnementale, accessibilité, les espaces naturels, le réseau de voirie.

Des aménagements spécifiques sont réalisés.

3-critère management environnemental

La CC du massif de Mouthoumet affiche t-elle une volonté d'affirmer une véritable identité du village? en matière de :

qualité architecturale OUI

typologie, palette de matériaux, couleurs... OUI

démarche qualité des lotissements OUI avec la DDE

démarche HQE : exemples existants? Ecole intercommunale

Si oui, comment se traduit t-elle dans les projets d'aménagement?

« un territoire précurseur »:

-les gîtes intercommunaux

-Le groupe scolaire HQE

INTERFACE : ENVIRONNEMENT SOCIAL =VIVABILITE

Le principe de vivabilité est-il pris en compte ?

1-critère perception et acceptation de la population

La population a t-elle participé, et de quel ordre, à la concertation mise en place par la CC du massif de Mouthoumet ?

Démarche de démocratie participative depuis 1985.

Des contentieux sont t-ils en cours ou prévisibles ? et de quel ordre ?

NON

2-critère réversibilité

Comment sont pris en comptes les risques, naturels, incendie ou technologiques ?

Une politique de prévention a été mise en place grâce à des partenariats notamment avec l'ONF.

DIMENSION GOUVERNANCE, DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

La politique de projet est-elle satisfaisante d'un point de vue de la gouvernance ?

1-critère concertation, participation, association

Comment s'est organisée la concertation avec la population ? : réunion publique, exposition, registre...
réunions publiques; groupes de réflexions; mise au point de « projets de développement sur 5ans ».

Les services de l'Etat ont-ils été associés à la procédure ? si oui ont-ils transmis leurs enjeux ?
comment s'est déroulée cette association ?

OUI, la DDE et la DDAF

un exemple de la solidarité des services de l'Etat en milieu rural.(les élus sont satisfaits)

Mêmes questions concernant l'association pour les Personnes Publiques Associées, en particuliers les associations ?
Pas de problème.

Quelles sont les relations avec les autres territoires?: SCOT, Pays...

L'ancien conseiller général, toujours maire d'une commune du Canton, est président du PAYS. Il est un des pionniers de la démocratie participative.(Monsieur ANDRIEU Eric)

2-critère processus décisionnel

Des groupes de travail ou autres structures de réflexion et de participation à l'élaboration de la politique de projet : comités de villages, groupement par filières ont-elles été mises en place ?
« Territoire fortement associé à la mise en place des projets de développement ».

V. ORGANISATION DE LA FILIERE BOIS AU NIVEAU DEPARTEMENTAL

Lors de la séance du 31 juillet 2006, Le Conseil Général de l'Aude a délibéré la mise en place du PLAN BOIS ENERGIE DANS L'AUDE. Il incarne un grand pas dans le développement et l'organisation de la filière bois au niveau départemental. Il doit à l'avenir permettre aux collectivités territoriales d'être encadré et soutenu lorsque une volonté locale vers le bois est exprimée.

Cette délibération présente la politique mise en place, les opérations soutenues ainsi que les modalités d'intervention, notamment dans les projets de plate-forme bois-énergie, selon cinq axes:

- Information et sensibilisation des collectivités territoriales
- Structuration des filières locales d'approvisionnement sur le territoire audois
- Procédure d'accompagnement du projet de chaudière
- Bâtiments départementaux
- Coordination départementale

« Le département assurera l'animation départementale par la mise à disposition de ses services techniques et administratifs et par un financement spécifique plafonné pour chaque projet. » *(extrait de la séance du 31 juillet 2006)*

Nous allons détaillé la méthode d'intervention du Conseil Général de l'Aude suivant les cinq modalités d'intervention.

1)-Information et Sensibilisation des collectivités territoriales

Il s'agit ici de transmettre un document d'information et de sensibilisation sur le bois énergie, son origine, ses performances, l'accès à cette énergie nouvelle, les différentes pratiques de combustion et de chauffage, réalisé par le département en collaboration avec ses partenaires. Ce document présente aussi le dispositif départemental, les partenariats, la procédure à suivre pour les maîtres d'ouvrages publics ou privés, les financements accordés, les contacts pratiques et opérationnels.

2)-Structuration des filières locales d'approvisionnement sur les territoires Audois

Cette structuration passe tout d'abord, par une valorisation de la ressource forestière. Il appartient aux collectivités locales de prendre conscience des potentialités offertes par une dynamique de valorisation des déchets jusqu'alors laissés sur place par manque de rentabilité économique.

« Une des conditions de la réussite est la proximité ».

En effet, pour qu'un projet soit rentable une organisation spatiale entre le gisement forestier, le lieu de transformation et de stockage, la chaudière consommatrice de bois, doit être mise en place.

« La coopération intercommunale est indispensable. Le département fonde son organisation sur l'échelle intercommunale, en relation avec les Pays. »

Le Conseil général préconise de rationaliser les coûts d'investissements et de fonctionnement pour obtenir un produit rentable à l'exploitation. Cette organisation locale doit aussi permettre une meilleure coordination entre tous les acteurs locaux: ONF, exploitants forestiers, agriculteurs. Des contrats d'approvisionnement des chaudières doivent être élaborés au meilleur rapport qualité prix afin de permettre un retour sur investissement dans les plus brefs délais.

3)-Procédure d'accompagnement du projet de chaudière

La nouveauté et la complexité des équipements et de l'organisation locale, imposent un accompagnement technique, économique, et administratif du Maître d'ouvrage de la chaudière.

Il est ainsi demandé par le Conseil Général de l'Aude de fournir un dossier « d'opportunité »(*voir composition au-dessous) qui deviendra un outil d'aide à la décision du maître d'ouvrage. Ce dossier rassemble tous les éléments nécessaires à la faisabilité du projet et tous les partenaires.

Après validation du Pays concerné, le projet est transmis au Comité de pilotage composé de tous les partenaires financeurs, sous la présidence du Conseil Général:

-La Région Languedoc-Rousillon

-L'ADEME

-La DDAF

Le Comité de pilotage valide la demande issue du territoire en ordonnant et finançant l'étude de faisabilité/ Conception du projet.

Si le maître d'ouvrage et le Comité de pilotage valident l'étude de faisabilité/conception, le projet rentre dans sa phase de réalisation.

4)-Bâtiments départementaux

Le Conseil Général de l'Aude a décidé de montrer l'exemple en matière de préservation de l'environnement et de limitation des dépenses énergétiques. Ainsi les bâtiments départementaux « feront l'objet d'une recherche de l'énergie la plus économe et des équipements adaptés pour accroître cette performance (isolation, meilleure orientation climatique, solution architecturale adaptées).

5)-Coordination départementale

« Le département assure, à travers la tâche confiée à la chargée de mission Bois énergie, l'animation et la coordination technique et financière du plan, et notamment:

-la réception des projets des maîtres d'ouvrages potentiels

-le rapprochement des acteurs et leur organisation en filière locale

-la réalisation des dossiers d'opportunité, assisté des compétences et de l'expérience de l'association BOIS ENERGIE 66

-la préparation et l'animation du comité technique et du comité de pilotage

-le suivi des projets, la mutualisation des expériences »

6)-Répartition des financements

« Le département assurera l'animation départementale par la mise à disposition de ses services techniques et administratifs et par un financement spécifique plafonné pour chaque projet.(voir tableau ci dessous)

Concernant les dossiers d'opportunité, la région et l'ADEME financent un crédit de jours assistance technique qui permet l'intervention d'une compétence technique spécifique au Bois énergie (Bois énergie 66), le maître d'ouvrage du projet prenant à sa charge 10% de ces jours assistance ».

Répartition des financements maximum par projet	REGION	ADEME	CONSEIL GENERAL	MAITRE D'OUVRAGE
Etude de faisabilité	35%	35%	0%	30%
Aide au lieu de stockage et Fabrication de plaquettes	25%	25%	20% (plafond 20000euros)	30%
Aide à l'installation de la chaudière	35%	15%	20% (plafond 50000euros)	30%

*Composition du dossier d'opportunité

- un premier bilan énergétique et des besoins thermiques du maître d'ouvrage public.
- un descriptif des bâtiments, superficie, nature architecturale, utilisation, situation du village
- une estimation chiffrée de la puissance nécessaire de la chaudière, de son réseau de chaleur et des équipements connexes à envisager.
- une évaluation chiffrée de l'investissement (fourchette de 10 à 15%)
- une évaluation de la ressource bois locale et des volumes potentiels de plaquettes forestière à fournir, estimation de son prix de revient
- un état des forces professionnelles et partenariales en présence, une estimation de l'opportunité géographique de l'organisation de la filière locale
- une évaluation de la volonté intercommunale locale à s'engager dans une approche en filière.
- une validation du Pays concerné pour soutenir ce projet territoriales-une simulation du financement mobilisable auprès des financeurs

VI. ETUDE DE LA RESSOURCE BOIS

Pour cause de rentabilité, il nous est apparu nécessaire de s'intéresser plus particulièrement à la forêt communale de Mouthoumet. En effet, seul le coût d'exploitation sera de ce fait à la charge de la commune. Celui-ci n'est tout de même pas négligeable.

De plus, ceci est lié au choix de l'exploitant forestier qui est dans notre cas l'ONF. Nous avons évoqué cette idée auprès des élus locaux car l'ONF est tout d'abord un organisme indépendant d'intérêt privé. Mais cette raison n'est pas la seule, l'Office National des Forêts détient une longue expérience de « l'exploitation forestière durable ». Il nous a paru essentiel de mettre un point d'honneur à la bonne gestion de la ressource bois dans le cadre de projet de chaudière. L'amorçage de cette filière doit être préserver d'intérêts personnels qui risqueraient de gâcher la matière première. Cependant nous n'excluons pas l'arrivée d'une entreprise privée qui pourrait racheter les parts de marché et vendre les plaquettes à un moindre coût. Mais cette arrivée ne serait bénéfique que lorsque la filière se sera déjà développée et que d'autres communes seront équipées. Le manque d'exploitant qualifié et équipé sur place confirme ce point de vue (aucune scierie n'est présente sur le territoire). L'ONF possède aussi du matériel d'exploitation pour le cheminement du bois de la forêt à la zone de stockage.

Ces avantages présentés sont nécessaires à la bonne exploitation du domaine forestier communal. Lors de notre entretien avec M HOUALET (Chef de district principal du triage de Davejan à l'ONF en charge aussi du territoire de Mouthoumet), nous avons présenté nos deux principales interrogations concernant la ressource bois et son exploitation. Elles ont été énoncé ainsi:

-La ressource en bois dans la forêt communale de Mouthoumet est-elle suffisante pour alimenter la chaudière?

-L'ONF serait-il prêt à un partenariat avec la commune de Mouthoumet pour la gérance de l'exploitation forestière en vue d'alimenter le plate-forme?

Les réponses de M HOUALET ont été très encourageante; l'ONF serait selon lui intéressé par un partenariat avec la commune et nous verrons dans le détail de l'étude de la ressource que la quantité de bois nécessaire est suffisante dans la forêt communale. Mais certains inconvénients sont à prendre en compte notamment pour l'exploitation du bois; ils seront détaillés dans cette analyse.

1)-Désignation et situation de la forêt (voir carte de situation de la foret communale de Mouthoumet)

Nom de la forêt: FORET COMMUNALE DE MOUTHOMET

Propriétaire: COMMUNE DE MOUTHOMET

33 CO-INDIVISAIRES pour une surface de 26 ha 61 a

2)-Origine de la forêt. (Eléments d'histoire)

L'origine de Mouthoumet semble remonter au Xe siècle. A cette époque, ce plateau calcaire devait être en grande partie couvert de forêts. Par la suite, au moyen-âge, les besoins cumulés en bois de chauffage, du pastoralisme et d'une agriculture extensive ont entraîné d'importants déboisements. Le paysage se transforme alors en un plateau dénudé à vocation agricole. Il sera surtout livré à la dent du mouton. Le 4 Novembre 1801, Mouthoumet devient le chef-lieu de canton. En 1856 l'ancien député MAHUL note dans son Cartulaire 397 habitants et 25 hectares de bois. Les cultures céréalières occupent l'espace: froment, seigle, orge, maïs, avoine, mais aussi fourrages et plantes textiles.

Actuellement on peut estimer la couverture boisée sur le territoire communal à plus de 500 hectares.

3)-Organisation administrative de la gestion

Direction régionale	LANGUEDOC-ROUSSILLON
Service départemental	CARCASSONNE
Division	CARCASSONNE
Groupe techniques	LAGRASSE
Triage	DAVEJAN

4)-Surface de la forêt

La surface de la forêt communale de Mouthoumet se décompose de la façon suivante:

- 93 ha 35a constituant une part du bien non-délimité BND, en indivision avec de nombreux petits propriétaires et composant la partie communale du taillis bénéficiant du régime forestier depuis le siècle dernier
- 33 ha 60a composant le boisement FFN 1973 et bénéficiant du régime forestier depuis 1974
- 26 ha 61a représentant les lots de taillis restant, répartis entre les 33 co-indivisaires du BND.

Le total est de 153 ha 57a, mais la surface boisée ou surface réduite est de 148 ha 72a.

Le problème occasionné par l'indivision pour la gestion de la forêt sera réglé à terme par la commune par une réorganisation foncière. Elle a déjà débuté sous forme de rachat de part avec des échanges entre la commune et les particuliers.

5)-Parcellaire

Il n'existe aucun parcellaire. La forêt a donc été divisée en 8 parcelles dont les surfaces varient de 15 à 24 hectares environ. L'ONF a tenté de maintenir des unités de gestion les plus homogènes tout en s'appuyant le plus possible sur des limites naturelles ou artificielles, crêtes, talweg, ou chemins.

6)-ANALYSE DU MILIEU NATUREL

• Topographie et Hydrographie

La forêt communale est assise au Sud du territoire communal sur un plateau incliné faiblement au Nord.

Altitudes extrêmes	440 à 710 mètres
Pentes	de 0 à 70%
Pentes très faibles	< à 15% sur 17% de la surface
Pentes très fortes	> à 60% sur 12% de la surface

Quelques falaises calcaires viennent ponctuer par endroits un relief en général peu accentué.

• Climat

Les variables climatiques jouent un rôle déterminant dans cette région où le problème de l'eau conditionne strictement les possibilités de mise en valeur forestière. Il convient de préciser en sus des moyennes, les extrêmes qui représentent ici les facteurs limitants.

Voici quelques données climatiques pour la forêt communale de Mouthoumet:

- climat de type méditerranéen avec une légère influence atlantique. A partir de 650 mètres, le

climat montagnard marque son effet.

- Pluviométrie 875mm/an
- La température moyenne annuelle est de 11 à 12°C
- Température extrême moyenne: mois le plus froid +4,3 °C mois le plus chaud +19,5°C
- l'enneigement est un peu plus marqué que sur les communes voisines (quelques jours par an), mais des événements neigeux remarquables sont à noter en relation avec leur influence sur la forêt et les risques de dégâts dus aux neiges lourdes.

Les vents sont fréquents et souvent violents;(environ 190j/an). On distingue le Cers froid et sec, venant du Nord-Ouest, est le plus fréquent, et le Marin, chaud et humide, plus faible et venant de la Méditerranée. Ils peuvent avoir de lourdes conséquences; aggravation de la sécheresse estivale et du risque d'incendie, effet desséchant l'hiver sur les jeunes plantations, dégâts mécaniques lors d'intensités exceptionnelles (maximum 130Km/h à Carcassonne pour la période 1948/1980).

Le givre reste exceptionnel mais les gelées printanières peuvent être tardives, jusqu'à la mi-Mai. A partir de 500 mètres, les brouillards sont assez fréquents.

On peut noter quelques températures exceptionnelles: +40°C en juillet 1982

-18°C en janvier 1986

• **Géologie (voir carte géologique)**

Mouthoumet a imposé son nom au Massif hercynien de formation dévonienne (360 millions d'années) constituant l'ossature des Corbières méridionales.

A l'Est, la forêt communale culmine sur des calcaires à colonne du Dévonien, parfois dolomitisés avec au Nord, deux formations lenticulaires à faciès gréseux.

A l'Ouest, une zone d'effondrement est comblée par une couverture de terrains sédimentaires du Crétacé supérieur, principalement constitués de calcaires palustres avec intercalation d'argiles continentales à coquilles d'oeufs de dinosaures.

Une faille orientée SW/NE sépare ces deux formations.

• **Pédologie**

Sur calcaire on trouve généralement des sol bruns assez profonds, surtout lorsqu'on est en présence de colluvions. L'humus est de type mull, mais on assiste à une régression lente vers des moders dans les zones enrésinées.

Sur les marnes et dépressions argileuses, on est en présence de dysmull non carbonatés comme sous la hêtraie et peu actif à PH<5 sous les Laricios.

• **Habitats naturels**

La forêt de Mouthoumet abrite quelques habitats:

- 45.3 Chênaie verte méditerranéenne
- 41.16 Hêtraie calcicole à buis
- 34.326 Pelouses calcicoles du Mesobromion
- 62.1 Rochers et falaises calcaires

ZNIEFF (zone d'intérêt écologiques faunistique et floristique)

Tout le territoire de la commune de Mouthoumet est situé dans la ZNIEFF n°2003: « MASSIFS FORESTIERS DES CORBIERES OCCIDENTALES ».

Cette zone, d'une superficie totale de 65000 ha constitue un réservoir très riche et diversifié pour la flore et la faune. Elle n'entraîne pas de lourdes contraintes pour la gestion des massifs boisés de la commune de Mouthoumet. En outre, le réseau de pistes est suffisants, mais il appartient tout de même au gestionnaire d'être vigilant afin de préserver la richesse floristique et faunistique de la zone.

Toute la zone est aussi concernée par la ZICO n° LR06 (zones d'intérêt pour la conservation des oiseaux)

- **Flore: Répartition des essences forestières (voir carte des peuplements)**

ESSENCE	% de la surface boisée	SURFACE TOTALE
Chêne vert bien venant	32.60	48.49
Chêne vert assez pauvre	33.44	49.72
Chêne pubescent	1.61	2.40
Hêtre	10.99	16.35
Pin Laricio de Calabre	8.89	13.22
Sapin de Nordmann	12.47	18.54
Surface réduite	100%	148.72
Vides non boisables		4.85

- **Risques naturels d'ordre physique pesant sur le milieu**

Aucune risque naturel ne menace le milieu. La nature du sol est d'une grande stabilité. Il convient de rester prudent lors de la programmation des coupes. En effet, la forêt communale est inscrite à l'intérieur du périmètre du bassin versant de l'Orbieu aux crues dévastatrices.

- **Risques d'incendie**

Comme dans toutes les Corbières le feu reste la plus grande menace pour la forêt. Bien sûr, nous sommes ici à la limite du climat montagnard de par l'altitude du massif, aussi les risques sont évidemment moindres. Néanmoins un départ de feu depuis la route départementale située en contrebas est toujours possible et alors, l'effet de versant conjugué à un vent fort d'Ouest pourrait mettre en péril la totalité de ce massif boisé de Mouthoumet.

- **Production ligneuse**

Le commerce de bois exercé sur le canton de Mouthoumet est essentiellement axé sur le bois de feu. La profession, peu structurée, est souvent face à une concurrence qui n'observe pas les réglementations en vigueur. Ces exploitants clandestins travaillent « dans l'ombre » en traitant avec des propriétaires privés. Le marché officiel souffre ainsi d'une mévente. En conséquence, nous observons un tassement des prix du m³ de chêne vert.

- **Activités pastorales**

Deux éleveurs d'ovins sont installés sur la commune de Mouthoumet. Ils occupent principalement le Nord-Est de la commune, zone à vocation pastorale. Les prairies de fauche alternent avec les parcours à ovins.

La population ovine est de 730 brebis et le cheptel bovin totalise 40 vaches.

• **Potentiel forestier au niveau du district de Mouthoumet**

VOLUMES PRESUMES REALISABLES EN FORET RELEVANT DU REGIME FORESTIER Données d'après l'état d'assiette des coupes programmées dans les aménagements forestiers								
FORETS	COMMUNE	%	%	%	%	Volumes m ³	Surfaces ha	Volume /ha
		Ch vert	Ch pub	Hêtre	Resin			
Communale	Davejan	78%	22%			4185	129	32
Communale	Dernacueillette	81%	19%			255	7	36
Communale	Félines-Termenès	100%				3630	75	48
Communale	Laroque-de-Fa	78%	20%	2%		8420	324	26
Communale	Massac	69%	31%			6400	196	33
Communale	Mouthoumet	66%	2%	11%	21%	3460	67	52
Communale	Termes	65%	35%			2545	50	51
Communale	Villeroque-Termenès	15%	5%		80%	1850	38	49
Domaniale des Corbières Orientales	Félines-Termenès	100%				2240	46	49
	Termes	100%				44507	515	86
	Villeroque-Termenès	100%				4359	143	30
TOTAUX						81851m ³	1590 ha	45m ³ /ha

Les données sont extraites des documents d'aménagement des forêts relevant du Régime Forestier. Elles ont été préparées par M HOUALET qui a rajouté quelques remarques qui complètent les informations du tableau:

« Au vu de trente années d'expérience forestière sur le canton de Mouthoumet, il est raisonnable de réduire de près de 70% les chiffres annoncés pour une future exploitation du domaine. En effet le potentiel forestier affiché dans le tableau ne prend pas en considérations certains paramètres qui viennent freiner l'optimisme de ces prévisions;

-Le manque de desserte adaptée. Une grande partie des surfaces retenues ne seront exploitables qu'à condition de créer des chemins d'exploitation. C'est un investissement lourd qui nécessite la plupart du temps une étude d'impact préalable.

-Un relief difficile. Les fortes pentes, la présence de falaises, ravins, compliqueront l'exploitation et le débardage de bois.

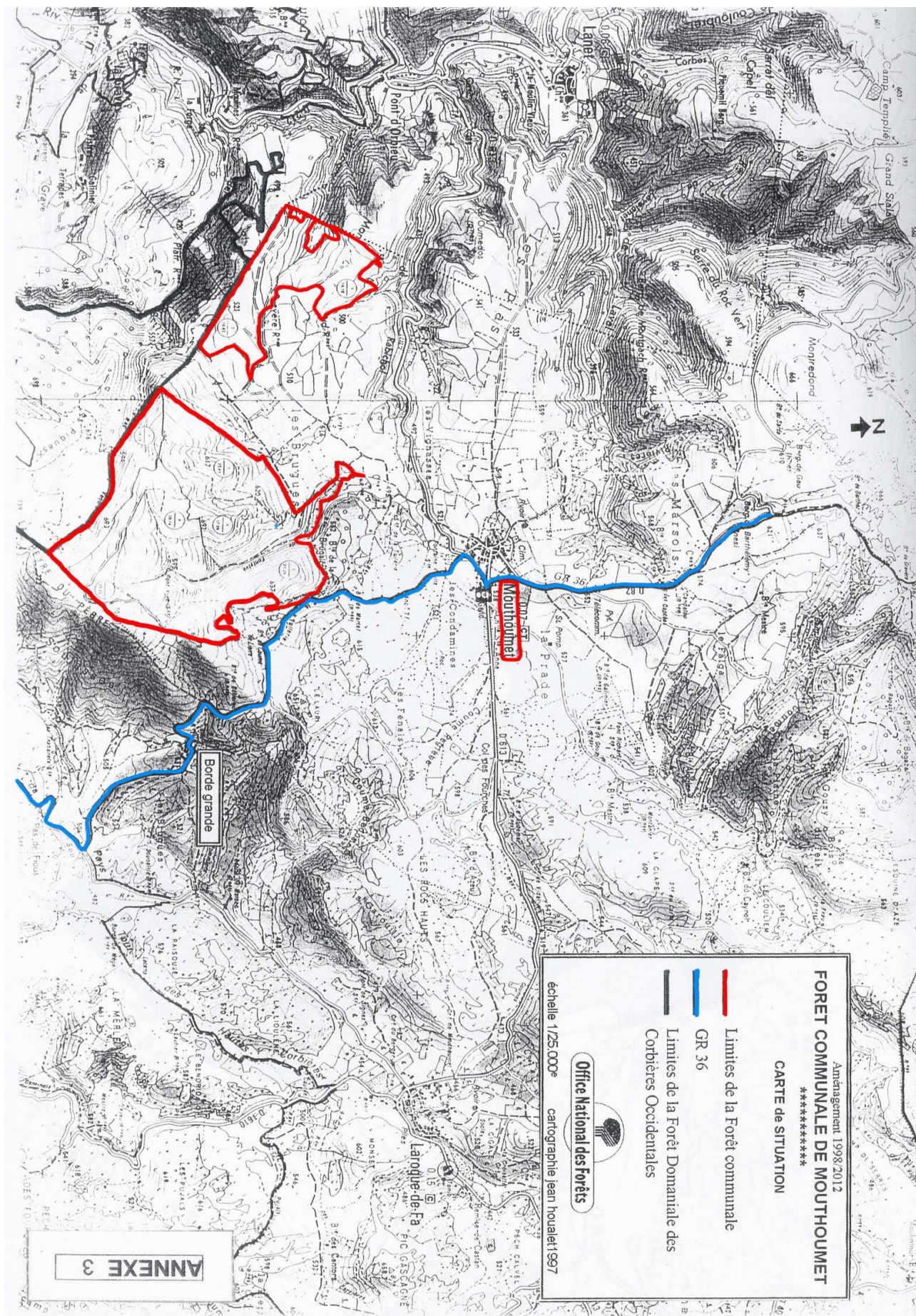
-Le manque d'homogénéité de certains taillis. Souvent un trop faible rendement à l'hectare détourne les exploitants des propositions qui leur sont faites.

-Des contraintes paysagères. Elles sont fortes sur le canton de Mouthoumet, et bien que les surfaces mises à nu au cours de l'exploitation se referme dans les trois ans, les coupes sont souvent mal perçues par la population.

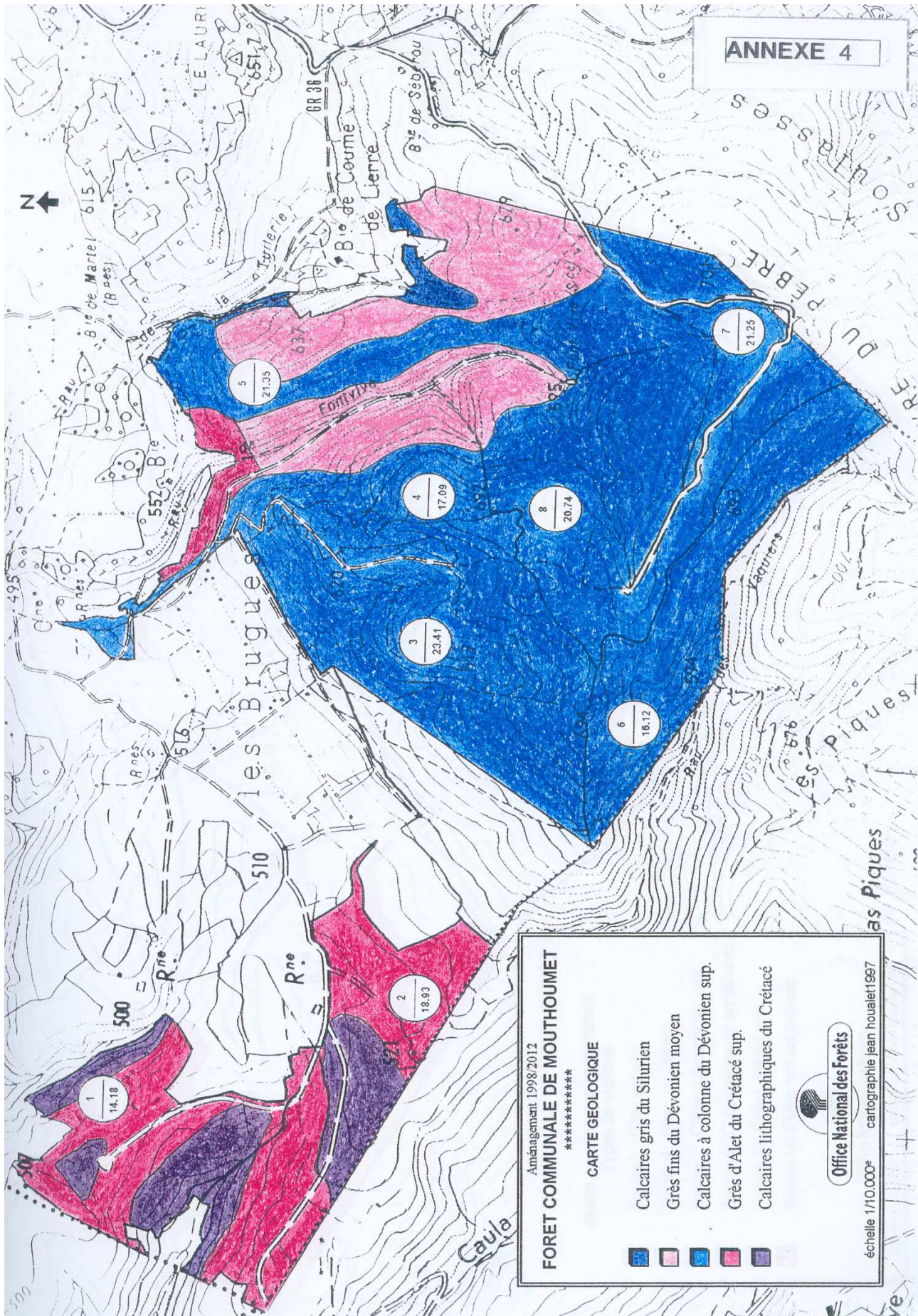
-La volonté de certaines communes « conservatrices » qui ne souhaitent pas d'exploitation dans leur forêt communale, soit par choix personnel, soit sous la pression des chasseurs. »

Malgré ces paramètres qui réduisent le potentiel forestier, 30% du volume de la forêt communale de Mouthoumet représenterait 1038m³. Hors seulement 350m³ de plaquettes sont nécessaires à l'alimentation de la chaudière bois pour une année, soit 33% de la capacité en bois exploitable dès aujourd'hui.(et 10% de la capacité totale de la forêt communale) Ces résultats sont donc encourageants mais le développement de cette exploitation nécessitera un investissement en forêt pour une meilleure accessibilité.

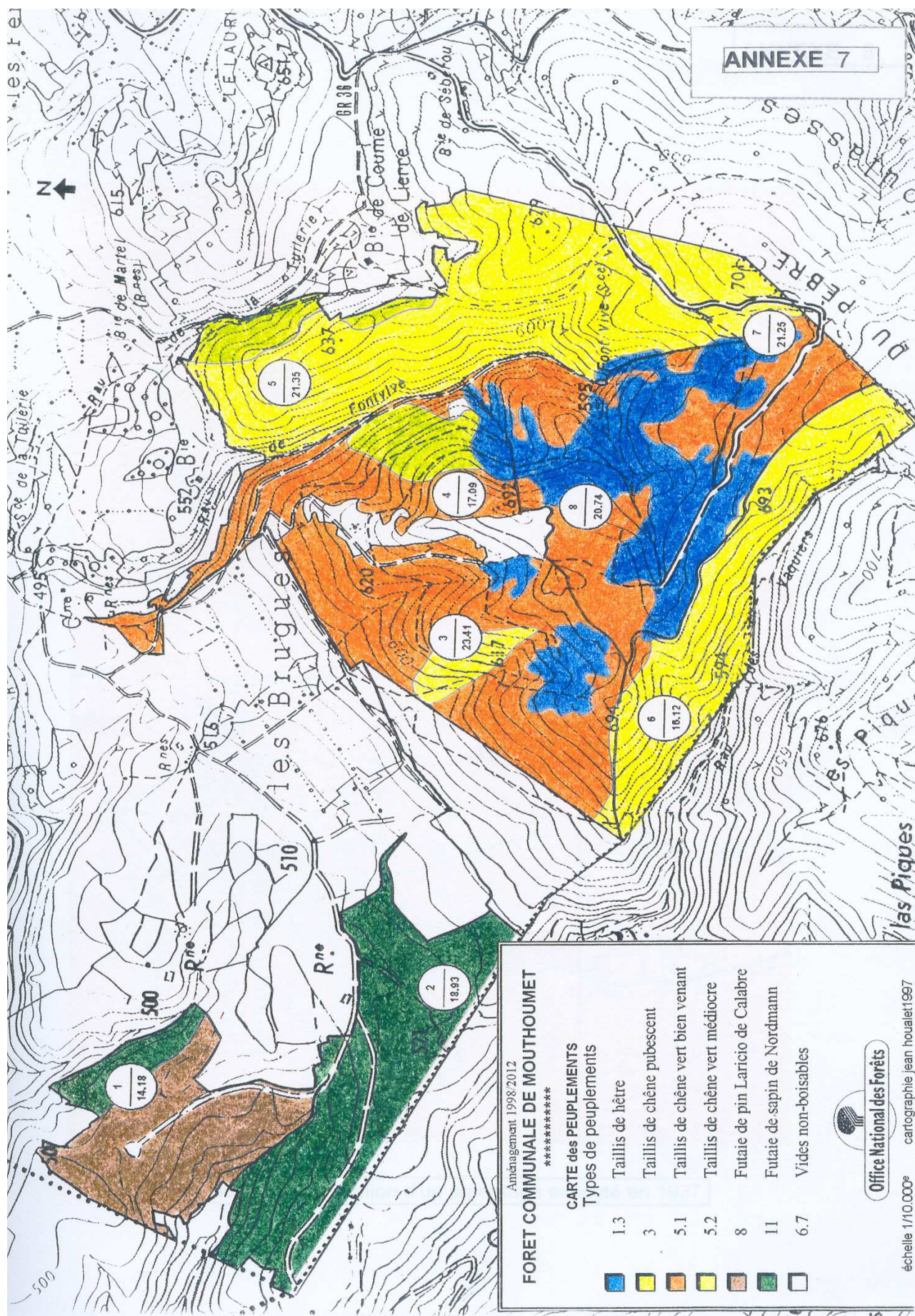
CARTE DE SITUATION DE LA FORET COMMUNALE DE MOUTHOMET



CARTE GEOLOGIQUE



CARTE DES PEUPELEMENTS DE LA FORET COMMUNALE DE MOUTHOMET



7)-LES EFFETS DE L'INACTIVITE FORESTIERE

L'absence d'intervention dans certaines zones forestières a pour conséquence majeure une perte de la valeur économique des arbres qui s'y trouvent. Vieillissants, malades, roulés, perdant de la croissance, la majorité des bois sont inutilisables pour du bois de sciage, pourtant très rémunérateurs. Les effets indirects sont:

La fermeture des espaces:

La végétation peut gagner des espaces autrefois ouverts, les points de vues panoramiques sur les routes sont de plus en plus rares, et les chemins forestiers disparaissent peu à peu sous la pression végétative. Le paysage actuel fait apparaître un abandon de plus en plus marqué de cette forêt, cimes de branches desséchées, embroussaillage des sols, diminution des diamètres des arbres, mortalité apparente.

Le ravinement des sols:

Les arbres vieillissants deviennent de plus en plus fragiles et leur fonction de maintien n'est plus assurée. Les chablis (branches mortes tombées de l'arbre) sont de plus en plus nombreux, les arbres déracinés sont courants et les sentiers, les chemins, les routes sont constamment obstrués par des branches, des troncs. Ce problème est d'autant plus sensible le long des cours d'eau qui en l'absence de berges suffisamment fixées creusent de plus en plus le lit des rivières. Seul un entretien de la forêt avec des coupes régulières, des éclaircis, fortifient les racines et contribuent à un entretien paysager.

Carence de qualité:

Certaines essences perdent de leur qualité et donc de leur valeur. En effet l'absence de toute activité forestière dévalorise le bois.

Lutte contre les incendies:

Les risques d'incendies très marqués pour toute la forêt communale représentent le risque majeur lors des sécheresses estivales, avec des essences à forte inflammabilité, comme le chêne vert par exemple. L'embroussaillage, la croissance de la végétation et la difficulté d'entretien des pares feux augmentent le risque chaque année.

L'exploitation causée par la présence de la plate-forme améliorera donc la qualité de la forêt et contribuera à éviter les effets indirects de l'inactivité forestière.

VII. LES DIFFERENTS TYPES DE CHAUDIERE

Il existe sur le marché différents types de chaudière suivant les utilisations, et suivant la forme du combustible.

Le combustible peut prendre trois formes différentes:

1)-la bûche



Issue de:

- Coupes d'affouages
- Éclaircies feuillus

-30 à 50 €/MWh

-économique et généralisé; de qualité inégale; deux ans de séchage minimum sont nécessaires avant utilisation

2)-les granulés de sciure compactée



-Obtenu à partir de sciures (déchets) séchées puis compressées

-40 à 75 €/MWh

-Combustible énergétique, dense et fluide, très proche du fioul et permettant une utilisation comparable

-Combustible de qualité constante, stable et prêt à l'emploi

3)-la plaquette forestière



Issue du broyage de:

- Forêts malades
- Forêts incendiées
- Chantiers DFCI
- Eclaircies déficitaires
- Elagages
- Bois sans débouché commercial

-23 à 29 €/MWh

-très économique et à forte valeur ajoutée pour le développement local et forestier, relativement stable, nécessitant 3 mois de séchage avant utilisation.

Nous avons choisi une chaudière à plaquettes forestières car elle possède de multiples avantages notamment en milieu rural comme à Mouthoumet:

- Rendement d'environ 80%
- Autonomie importante.
- Entièrement Automatique et programmable.
- Prix du combustible
- Confort et régulation du chauffage central

VIII. PROPOSITION D AMENAGEMENT

Dans les prochains étapes de notre développement, nous allons détaillé les choix que nous avons déterminé au niveau des équipements et de les aménagements de bâtiment et de voirie. Ces choix se sont faits en suivant les conseils de techniciens et de professionnels en gardant à l'esprit le souci d'efficacité.

1)-Chaudière et Combustible

Principe de fonctionnement et précautions d'emploi:

Le bois est acheminé du silo au foyer pas un système de deux vis sans fin (les deux reliées par un clapet coupe-feu qui fait office de sécurité).



Deux pales installées au fond du silo permettent aux plaquettes de descendre plus facilement dans celui-ci. Le bois une fois dans le foyer se consomme. La chaleur est transmise par un échangeur thermique. Le fluide qui transporte l'énergie thermique est l'eau. Dans le réseau de chaleur, chaque bâtiment chauffé est équipé d'une sous-station qui fait office « d'échangeur-régulateur » de chaleur. Au vue de ce principe de fonctionnement, il est facile de comprendre que durant l'utilisation de la chaudière, l'utilisateur doit éviter de faire fonctionner le système lorsque les fluctuations de température extérieure sont importantes et rapprochées dans le temps. La chaudière doit donc fonctionner seulement en hiver et une partie des mi-saisons. (forte inertie du système)



Chaudière bois de Mosset

Ce système peut aussi alimenter les besoins en eau chaude sanitaire. Lorsque la chaudière ne fonctionne pas, ce système peut très bien se coupler avec des panneaux solaires. L'ensoleillement de Mouthoumet permet cette alternative qui est proposé dans notre projet.

Nous allons détailler les caractéristiques du combustible et de la chaudière pour une simulation d'achat de la commune de Mouthoumet:

COMBUSTIBLE

-BOIS

Nature : plaquettes forestières
Granulométrie moyenne :
15 x 15 x 5 mm
Humidité : inférieure à 30%

-APPROVISIONNEMENT

Depuis le stockage :
Distance en km : sur place
Fournisseur : ONF
Rythme d'approvisionnement :
1 fois toutes les 3 semaines (en saison froide)

-CONSOMMATION ET PRIX

Consommation : 106 tonnes/an (33 TEP)
Energie produite : environ 400 000 kWh
Prix du kWh : 0,02 € H.T. entrée chaufferie
Quantité de cendres produites : 1 tonne/an qui peut être utilisée en épandage agricole.

La chaudière consommera à l'année en moyenne 350m3 de plaquettes. Généralement, on prévoit le double en quantité donc l'aire de stockage devra au minimum pouvoir accueillir 700m3 de plaquettes.

CHAUDIERE

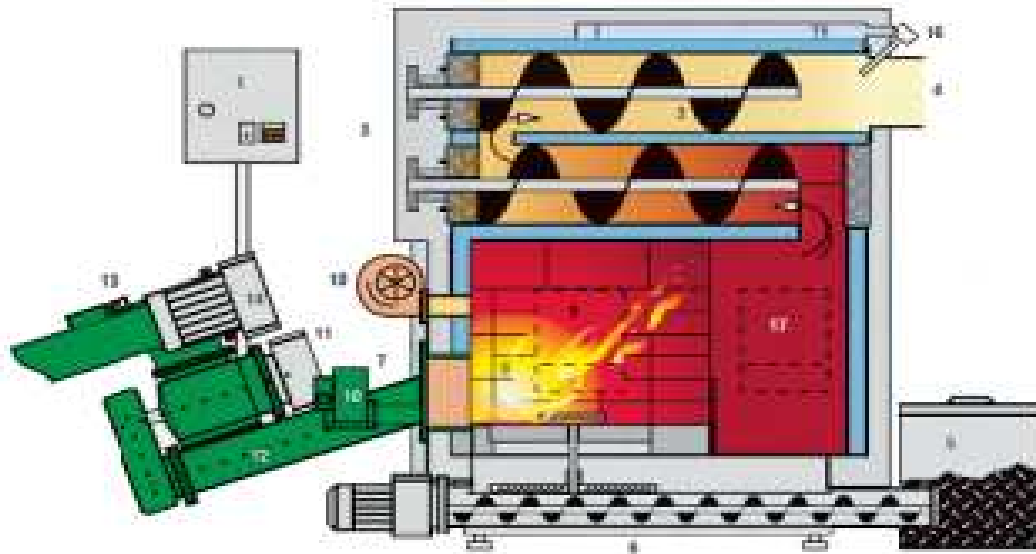
-STOCKAGE - CONVOYAGE

Silo : 30 m3 environ.
Mode d'alimentation : par bennage.
Dessilage : automatique, par bras rotatifs.
Convoiyage : vis sans fin de 3m et écluse rotative.

-CHAUDIÈRE

Marque : non définie
Puissance : 200 kW
Type de foyer : briques réfractaires.
Traitement des fumées : chambre de tranquillisation.
Décendrage : automatique.
Temps passé pour l'entretien : 30 minutes/mois.

COUPE DE LA CHAUDIERE A PLAQUETTES



- 1 Régulation / coffret de commande
- 2 Échangeur tubulaire
- 3 Entraînement des turbulateurs
- 4 Sortie des fumées
- 5 Cendrier
- 6 Décentrage automatique
- 7 Allumage
- 8 Chambre de combustion
- 9 Porte foyer
- 10 Ventilateur
- 11/12 Moteur écluse rotative et vis d'alimentation
- 13 Trappe de visite
- 14 Moteur vis d'extraction
- 15 Echangeur de sécurité jusqu'à 100 kW livré en série
- 16 Sonde de fumée
- 17 Porte d'accès au dépoussiérage

Suivi de la chaudière

la chaudière nécessite:

- un contrôle visuel hebdomadaire (maintenance pièce mécanique)
- un enlèvement des cendres
- formation personnel communal (dispensé par l'entreprise installatrice; se fait en une demie-journée)

2)-Caractéristiques du Silo

L'installation de la chaudière nécessite la construction d'un silo:



-exemple de silo à Mosset (Pyrénées Orientales)

Le silo à Mouthoumet sera construit dans le hangar et sera hors sol. Il aura une capacité d'environ 30m³ (4*4*2) et sera approvisionné toutes les 3 semaines à l'aide d'un chargeur qui devra se trouver sur le site ou à proximité.

3)-Caractéristiques du Hangar (zone de stockage)



hangar à l'état actuel

contraintes sur le hangar:

- sol de préférence bétonné avec une étanchéité (capable de résister au passage des camions)
- murs banchés (cotés du hangar) d'une hauteur de 1,5 à 2 mètres permettant la reprise de la plaquette par un chargeur
- le site de stockage doit être clos afin d'éviter des déchets qui pourraient s'introduire dans le silo ou dans le volume de stockage (et endommager le système)
- prévoir un chargeur sur le site ou à proximité pour transférer les plaquettes des compartiments au silo
- prévoir la construction de différents compartiments de stockage pour permettre l'arrivage de bois à différents stades de séchage.
- l'aménagement doit permettre le braquage des camions afin de déposer les plaquettes forestières (voir en annexe: Dimensions du camion)

4)-Installation des panneaux solaires

Nous couplons dans notre proposition d'aménagement la chaudière avec un système de panneaux solaires pour l'eau chaude sanitaire.

L'installation de ces panneaux n'est pas réservé aux bâtiments à utilité « tertiaire » ; en effet la rentabilité serait beaucoup trop discutable. Nous réservons donc ce système pour les logements sociaux. (proposé à la Perception et dans les bâtiments de l'ancienne Gendarmerie)

Le coût d'investissement sera calculé suivant cette norme:

-5000 euros pour le système complet (panneaux, ballon et installation) pour 4 personnes sans subvention

-3000 euros avec subventions

5)-Bilan Thermique

Hypothèses retenues:

la volonté des élus locaux est de chauffer 6 bâtiments de la commune, nous allons détaillé leurs caractéristiques. Nous n'avons pas pu lors du projet, faire une étude thermique détaillée de chaque bâtiment, mais nous avons tenté de nous rapprocher le plus possible d'une estimation acceptable qui prend en compte les besoins énergétiques pour le réseau de chaleur et la chaudière.

CARACTERISTIQUES DES BATIMENTS A CHAUFFER

Bâtiment n° 1	ECOLE CENTRALE			
Situation géographique / Descriptif emplacement	<ul style="list-style-type: none">• Emplacement/village :Cf plan cadastral• Orientation principale : SUD• Vents dominants NORD-OUEST			
Structure/Architecture	Surface au sol 709m2	Nb d'étages 1	Hauteur/étage 2.5m	
Nature et Consommation d'énergie (en Kw et en €) actuelle	2005 : 16 449Litres = 8 001.04€ 2006 : 10 557Litres = 6 382.39€			

Ventilation du bâtiment	Type/
Chauffage actuel	GAZ
Température souhaitée	20°C à 21°C
Date de sa création ou de sa restauration .	2004
Chaudière/ <ul style="list-style-type: none">• Marque• Puissance• Combustible• Conso. annuelles• Date de 1^{ère} mise en	<ul style="list-style-type: none">- DE DIETRICH- 67Kw- Gaz Naturel- 2004

serv.	
<ul style="list-style-type: none"> • Peut-elle servir en appoint? De la Chaudière Bois • Est-elle soumise à une convention d'approvisionnement énergétique? • Est-elle soumise à un contrat d'entretien? <ul style="list-style-type: none"> ○ Avec qui? 	<ul style="list-style-type: none"> - OUI Elf Antagaz - NON

Bâtiment n° 2	COMMUNAUTE DES COMMUNES			
Situation géographique / Descriptif emplacement	<ul style="list-style-type: none"> • Emplacement/village Cf plan cadastral • Orientation principale : SUD • Vents dominants : NORD-OUEST 			
Structure/Architecture	Surface au sol 250m2	Nb d'étages RDC	Hauteur/étage 2.5m	
Nature et Consommation d'énergie (en Kw et en €) actuelle	2005 : 6 022 Litres = 2 871.29€ 2006 : 6 284 Litres = 3 756.10€ (en octobre)			
-Puissance -combustible -consommation annuelle -température souhaitée	36Kw Gaz naturel 6000 litres 20 à 21°C			

Bâtiment n° 3	LA POSTE			
Situation géographique / Descriptif emplacement	<ul style="list-style-type: none"> • Emplacement/village : Cf plan cadastral • Orientation principale : SUD • Vents dominants : SUD-OUEST 			
Structure/Architecture	Surface au sol 135 m2	Nb d'étages RDC	Hauteur/étage 3m	
Nature et Consommation d'énergie (en Kw et en €)	2005 : 2 150€			

actuelle	
-chauffage actuel	ELECTRIQUE

Bâtiment n° 4	PERCEPTION			
Situation géographique / Descriptif emplacement	<ul style="list-style-type: none"> • Emplacement/village : Cf plan cadastral • Orientation principale : SUD • Vents dominants : NORD-OUEST 			
Structure/Architecture	Surface au sol 130m2	Nb d'étages 1	Hauteur/étage 3m	
Température souhaitée	22°C			
chauffage actuel Conso.annuelles	FUEL 100L/an			

Bâtiment n° 5	ADHCo (Association de développement des hautes corbières)			
Situation géographique / Descriptif emplacement	<ul style="list-style-type: none"> • Emplacement/village Cf plan cadastral • Orientation principale : SUD • Vents dominants : NORD-OUEST 			
Structure/Architecture	Surface au sol 222m2	Nb d'étages RDC	Hauteur/étage 2.5m2	
Nature et Consommation d'énergie (en Kw et en €) actuelle -chauffage actuel	??? ELECTRIQUE			

Bâtiment n° 6	ANCIENNE GENDARMERIE (Logements sociaux)			
Situation géographique / Descriptif emplacement	<ul style="list-style-type: none"> • Emplacement : village c.f plan cadastral • Orientation principale : SUD • Vents dominants : NORD-OUEST 			
Structure/Architecture	Surface au sol 329m2	Nb d'étages 01	Hauteur/étage 2.5m	
-chauffage actuel	ELECTRIQUE			

DONNEES CLIMATIQUES

Afin d'estimer les besoins énergétiques, on utilise des données climatiques spécifiques, notamment:

- Température extérieure de base: -7°C (voir tableau des températures de base en annexe)
- altitude: 500 mètres

CONSOMMATION MOYENNE

les besoins de chaleur sont évalués à 400 000 kWh/an. (Cette estimation a été faite par somme des consommations de chaque bâtiment)

PUISSANCE

La puissance totale nécessaire est d'environ 400 kW.

La puissance choisie de la chaudière correspond à ce calcul. Pour l'installation d'une chaudière bois, celle-ci est généralement couplée à une chaudière fioul ou gaz. En effet, la chaudière bois ne fonctionne qu'une partie de l'année. Pour Mouthoumet, il s'agira donc de continuer à entretenir le réseau actuel.

Au niveau de la puissance, les niveaux de chaque système sont répartis à égalité 50% bois 50% fioul ou gaz alors que la consommation d'énergie est de l'ordre de : 80% bois et 20% fioul ou gaz.

IX. FAISABILITE ECONOMIQUE

1)-Calculs

Calcul du coût du réseau de chaleur

Afin d'estimer les coûts du réseau de chaleur, nous nous sommes basé sur une norme que nous a transmise M. Thierry de BOIS ENERGIE 66 qui est la suivante:

il faut compter -150 euros par mètre pour une surface en terre (avant chantier)

-250 euros par mètre pour une surface bitumée

Après calcul sur le cadastre, il y a 275 mètres en goudron et 70 mètres en terre.

Calcul des travaux de génie civil pour la dalle de béton au sol

Afin de calculer le coût des travaux pour le hangar au niveau de la dalle béton, nous avons contacté un professionnel: M BOSQUE Patrice travaillant pour l'entreprise Jordan (génie civil) à Campagne d'Aude.

Les principales contraintes sont: l'étanchéité pour éviter les problèmes d'humidité et le fait qu'elle doit supporter le poids des camions de transport.

L'estimation est de 100 € le mètre carré.

Calcul du coût des VRD

De même, pour les VRD, nous nous sommes tournés vers M BOSQUE.

Son estimation pour une voirie de 7 à 8 mètres de large est de 750 au mètre linéaire.

Calcul du coût d'exploitation des plaquettes forestières

Afin d'estimer ce coût, nous avons pris contact, par l'intermédiaire de M HOUALET, avec M MICAUX travaillant aussi à l'ONF.

En moyenne il faut compter 25 euros par MAP(mètre cube apparent de plaquettes) $1\text{m}^3=2\text{MAP}$

2)-Investissements

Investissements

Chaudière bois 200 kW et équipements annexes Système de dessilage et conduit de fumée	80 000 € HT
hydraulique et électricité chaufferie	35 000 € HT
Génie civil Terrassement, bâtiment chaufferie-silo, et Aménagement hangar	100 000 € TTC
Réseau de chaleur	80 000 € HT
Sous stations	80 000 € HT
Aménagement VRD	75 000 € TTC
Coût d'exploitation de la forêt communale de Mouthoumet Pour 700 m3 à l'année	35 000 € TTC
Panneaux solaires (panneaux, ballon et installation)	10 000 € TTC
Achat du foncier terrain 7000m2 avec hangar	155 500 € TTC
TOTAUX	695 000 € TTC

Investissements subventionnés

Chaudière bois 200 kW et équipements annexes Système de dessilage et conduit de fumée	80 000 € HT
hydraulique et électricité chaufferie	35 000 € HT
Génie civil Terrassement, bâtiment chaufferie-silo, et Aménagement hangar	100 000 € TTC
Réseau de chaleur	80 000 € HT
Sous stations	80 000 € HT
Aménagement VRD	75 000 € TTC
Panneaux solaires (panneaux, ballon et installation)	10 000 € TTC
TOTAUX	505 000 € TTC

Les subventions d'après le rapport du Conseil Général de l'Aude s'élèvent à 70% de l'investissement, soit **355 000 €**.

La commune a donc à sa charge: **340 000 €**.

Afin de financer cet investissement, une grosse partie du foncier acheté par la commune (la parcelle

de 7000m²) a été divisé en lots de 1200m² en moyenne. Un artisan maçon est déjà intéressé par un le plus grand lot (de l'espace est nécessaire à son installation), et une demande de foncier pour des particuliers est assez forte sur la commune.

Le prix du m² est fixé à **35 €**. (pour le calcul: prix du m²=(prix achat foncier+VRD)/(surface parcelle))

Ainsi la commune pourrait récupérer **175 000 €**, et n'aurait plus qu'à sa charge **165 000 €**.

Comparatif avec la solution « tout électrique »

Solution tout électrique, conservation de l'existant et installation de panneaux rayonnants dans les nouveaux bâtiments. Investissement total estimé à **60 000 € HT**.

Economie d'exploitation

	Solution Bois (80% bois et 20% fioul)	Solution de référence (tout électrique)
Achat du combustible	17 500 € TTC	37 000 € TTC
Entretien et moteurs électriques	1 400 € TTC	
TOTAL	18 900 € TTC	37 000 € TTC

Soit une économie annuelle d'exploitation d'environ 18 100 € TTC.

- Le coût de production du bois énergie entrée chaufferie est évalué à 2,5 cts €/ kWh
- Prix de l'énergie février 2007: 6,8 cts €/kWh pour le fioul, 12,4 cts €/kWh pour l'électricité.

Temps de retour sur investissement:

	Solution Bois	Solution tout électrique
Investissement total	695 000 € TTC	60 000 € TTC
Coût d'exploitation annuel	18 900 € TTC	37 000 € TTC
Economie d'exploitation	18 100 € TTC	
temps de retour avant subventions	35 ans	
Subventions	70%	
Investissement après subventions	165 000 € TTC	60 000 € TTC
temps de retour après subventions	5,8 ans	

En moins de six ans, la commune de Mouthoumet amortira son investissement.
CONCLUSION

Suite à notre rendez-vous avec les élus locaux (Monsieur le Maire et Monsieur le Président de la Communauté de Communes), le 15 Mai nous avons présenté notre travail. Certains points ont été plus amplement discuté notamment le plan de masse de l'aménagement de la parcelle. Les élus souhaiteraient que celui-ci soit divisé en plus de lots de façon à obtenir des terrains de 600 à 700m².

Le projet de chaudière est apparu encourageant. L'investissement est financièrement possible. Celui-ci sera divisé entre la commune et la communauté de communes de façon à ce que la commune fasse une « opération blanche » en ce qui concerne le foncier.

« L'intérêt, à l'avenir, de la création de plate-forme est de pouvoir aussi alimenter les autres communes désireuses de s'équiper en chaudière bois. » (Monsieur VILLEFRANQUE)

La commune pourra revendre des plaquettes forestières pour réinvestir en temps voulu et agrandir son réseau de chaleur. La perspective de la création d'une régie communale est plausible. Ce projet est le premier dans l'Aude au niveau d'une commune rurale. Nous sommes très heureux d'y avoir été associés.